

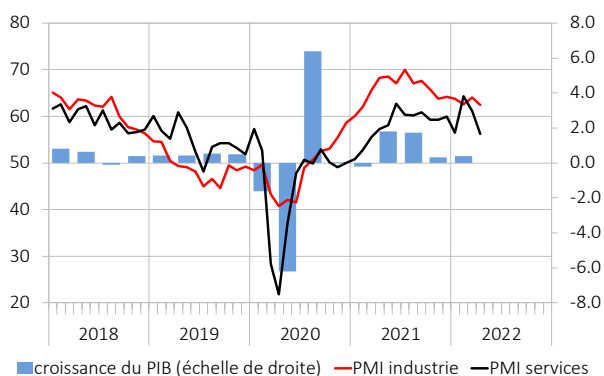
Situation de l'économie suisse

Aperçu

Au 1^{er} trimestre 2022, la reprise de l'économie suisse s'est poursuivie conformément aux attentes. Le PIB corrigé des événements sportifs a augmenté de 0,4 % (graphique 1), ce qui se situe dans la moyenne historique. Le marché du travail a également connu une évolution positive : l'emploi a de nouveau nettement progressé et les indicateurs avancés correspondants laissent présager une nouvelle augmentation des effectifs dans les entreprises.

graphique 1 : PIB et PMI

PIB : valeurs réelles désaisonnalisées et corrigées des grands événements sportifs, en % par rapport au trimestre précédent, PMI : désaisonnalisé, 50 = seuil de croissance



L'industrie manufacturière a largement contribué à la croissance au 1^{er} trimestre ; les exportations de marchandises ont connu un essor largement réparti sur l'ensemble des rubriques. Les dépenses de consommation des ménages privés ont en outre continué à se redresser après la forte chute enregistrée lors de la crise du Covid. Les mesures prises pour endiguer le coronavirus ont certes exercé un effet de frein sur une partie de la demande de consommation mais l'économie a été nettement moins affectée que lors des premières vagues de la pandémie. Mi-février, les mesures de restriction ont été très largement assouplies.

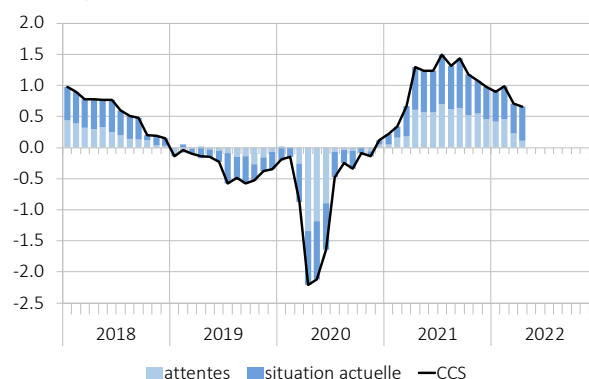
Pour la première fois depuis 2008, le renchérissement de la consommation a dépassé la barre des 2 % en glissement annuel à partir de février, mais il est resté modéré

par rapport à d'autres pays et aux décennies passées. Dans l'ensemble, les effets de frein des hausses de prix sur l'activité de consommation devraient donc avoir été relativement limités.

Les indicateurs conjoncturels révèlent actuellement une poursuite de la reprise, même si elle est beaucoup moins dynamique que ce que l'on aurait pu attendre en début d'année. Ainsi, l'indice du climat conjoncturel suisse (CSS) a baissé, mais il se situe toujours nettement au-dessus de sa moyenne historique (graphique 2). Alors que l'évaluation de la situation actuelle n'a guère changé au cours des derniers mois, les résultats concernant l'évolution attendue n'étaient plus que légèrement supérieurs à la moyenne en avril. Il existe toutefois de grandes différences entre les enquêtes auprès des ménages et celles effectuées auprès des entreprises. Le climat de consommation s'est sensiblement dégradé (voir p. 4), tandis que les indices des directeurs d'achat (PMI) pour l'industrie et le secteur des services sont restés nettement supérieurs au seuil de croissance en avril (graphique 1).

graphique 2 : Climat conjoncturel suisse (CSS)

écart par rapport à la moyenne à long terme, contributions des composantes



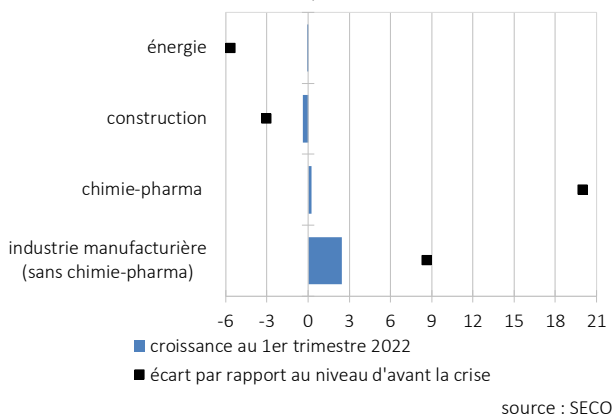
Produit intérieur brut

Production

Au 1^{er} trimestre 2022, le PIB a connu une croissance modérée de 0,5 % (corrigé des événements sportifs : +0,4 %, graphique 1 et p. 8). Comme au trimestre précédent, une forte impulsion est venue de l'industrie : le secteur secondaire a globalement contribué à la croissance du PIB à hauteur de 0,3 point de pourcentage, un résultat supérieur à la moyenne historique. En revanche, la contribution du **secteur des services** a été inférieure à la moyenne, à hauteur de 0,2 point de pourcentage. En début d'année, la vague Omicron et les mesures d'endiguement qui l'ont accompagnée ont eu un effet de frein.

La valeur ajoutée de l'**industrie manufacturière** a enregistré une croissance globale de 1,7 %, soit près de 13 % de plus qu'avant la crise. Alors que l'industrie chimico-pharmaceutique n'a progressé qu'à un rythme ralenti (+0,3 %) après plusieurs trimestres exceptionnellement forts, les autres branches industrielles ont enregistré une croissance supérieure à la moyenne favorisée par le dynamisme des exportations de marchandises (graphique 3). Comme le montre par exemple l'enquête PMI d'avril¹, le climat reste à la confiance malgré des délais de livraison toujours prolongés et des prix d'achat élevés. Les entreprises continuent de voir leur carnet de commandes bien rempli et les capacités de production n'ont jamais été aussi fortement utilisées depuis 2008.

graphique 3 : Valeur ajoutée, secteur industriel
valeurs réelles désaisonnalisées, en %



La valeur ajoutée dans le **secteur de l'énergie** a légèrement diminué au 1^{er} trimestre (-0,1 %). La centrale nucléaire de Leibstadt a certes été reconnectée au réseau à la mi-décembre après une révision de plusieurs mois, mais la production d'électricité des centrales à accumulation et des centrales au fil de l'eau a été moindre durant

les mois d'hiver que durant la même période des années précédentes. La valeur ajoutée a également baissé dans le secteur de la construction (-0,4 %), fortement perturbé par les conséquences des problèmes d'approvisionnement mondiaux et par l'augmentation des prix des matières premières. Par exemple, les prix à l'importation des produits en ciment ont augmenté de plus de 8 % en avril par rapport à l'année précédente. En outre, les entreprises de construction ont de plus en plus de mal à recruter du personnel qualifié.

La vague Omicron et les mesures de confinement qui l'ont accompagnée ont freiné la reprise dans plusieurs secteurs. L'hôtellerie-restauration a notamment enregistré une valeur ajoutée en net recul (-2,2 %). L'obligation de détenir un certificat 2G (accès réservé aux personnes vaccinées et guéries) en vigueur en janvier, l'obligation générale de porter un masque ainsi que l'obligation de travailler à domicile en vigueur jusqu'à début février ont pesé sur l'activité commerciale du secteur de la restauration. L'hôtellerie n'a pas réussi à compenser cette baisse : la population suisse est repartie plus souvent en vacances à l'étranger durant les mois d'hiver. En conséquence, les nuitées des résidents ont diminué de 9 % en termes désaisonnalisés par rapport au trimestre précédent, mais elles restent toutefois nettement supérieures au niveau d'avant la crise. En parallèle, la clientèle étrangère n'a augmenté que de 2 %. Dans l'ensemble, le potentiel de rattrapage reste important : au 1^{er} trimestre, la valeur ajoutée de l'hôtellerie-restauration était encore inférieure de plus de 20 % à son niveau d'avant la crise.

Le **secteur des transports et communications** a également été affecté par les mesures de confinement. La valeur ajoutée a certes légèrement augmenté (+0,2 %), mais elle reste inférieure de plus de 6 % à son niveau d'avant la crise (graphique 5). En janvier, la mobilité de la population était restreinte en raison de l'obligation de travailler à domicile. Avec les dernières étapes d'assouplissement à partir de février 2022, la mobilité de la population suisse s'est toutefois largement normalisée. Les kilomètres parcourus en moyenne par personne et par semaine sont désormais nettement supérieurs au niveau d'il y a un an. Le secteur des transports a profité du développement robuste de l'industrie : la quantité de marchandises transportées par rail, par route et par avion a désormais atteint ou déjà largement dépassé le niveau d'avant la crise. De même, le nombre des passagers dans

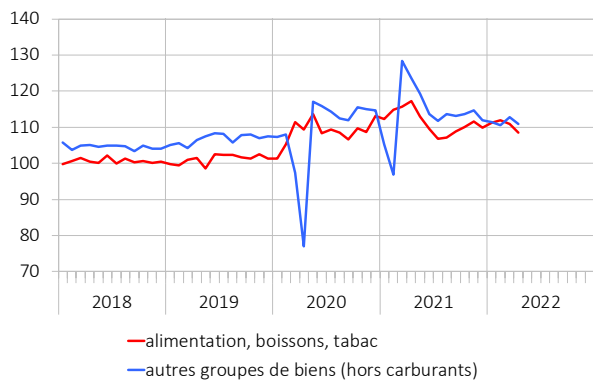
¹ https://www.procure.ch/fileadmin/user_upload/Dokumente/PROCURE_SWISS_MAGAZIN/PMI/PMI_avril_2022_Francais.pdf

les aéroports suisses a récemment presque atteint le niveau de 2019.

Le commerce de détail a enregistré un net recul (-2,5 %). Alors que les chiffres d'affaires des produits alimentaires ont augmenté par rapport au trimestre précédent, ceux du secteur non alimentaire ont nettement diminué (graphique 4). Les mesures de confinement et la forte propagation du virus ont probablement découragé, du moins en partie, la fréquentation des établissements gastronomiques et soutenu la consommation à domicile. Dans l'ensemble, les chiffres d'affaires continuent d'évoluer à un niveau élevé et les détaillants estiment par conséquent que la marche des affaires est toujours plus positive que la moyenne. Dans le **reste du commerce**, la valeur ajoutée a légèrement augmenté au 1^{er} trimestre (+0,8 %), soutenue notamment par la dynamique positive de l'industrie (graphique 5).

graphique 4 : Commerce de détail

indice, valeurs réelles désaisonnalisées



source : OFS

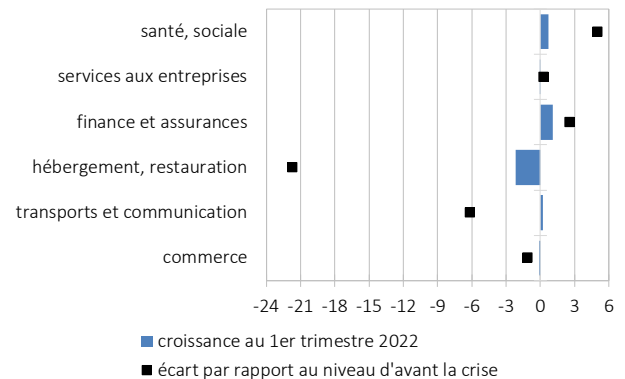
Les **services financiers** (+1,1 %), la **santé et l'action sociale** (+0,7 %) ainsi que **l'administration publique** (+0,1 %) enregistrent des résultats trimestriels positifs. En revanche, la valeur ajoutée a stagné dans les **services aux entreprises** et a même régressé dans les **autres services** (-0,8 %).

Malgré l'obligation d'obtenir un certificat au cours de la première moitié du trimestre, la reprise s'est poursuivie dans le secteur des **arts, spectacles et loisirs**, fortement touché par la crise. Les résultats trimestriels de ce secteur sont également influencés par les Jeux olympiques d'hiver qui se déroulent en Chine en février 2022, de

sorte que la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur a considérablement augmenté au 1^{er} trimestre (+9,8 %). Corrigée de cet effet, la croissance est néanmoins solide (+2,4 %), ce qui permet à la valeur ajoutée de la branche – valeur corrigée des événements sportifs – de dépasser le niveau d'avant la crise pour la première fois depuis le début de la pandémie.

graphique 5 : Valeur ajoutée, secteurs des services

valeurs réelles désaisonnalisées, en %

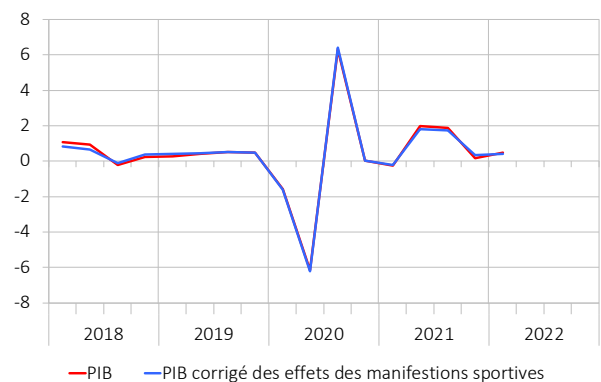


source : SECO

Après correction des événements sportifs, la croissance du PIB au 1^{er} trimestre a été de 0,4 %, contre 0,5 % en l'absence de correction (graphique 6).

graphique 6 : PIB et grands événements sportifs internationaux

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent



source : SECO

Dépenses

Consommation

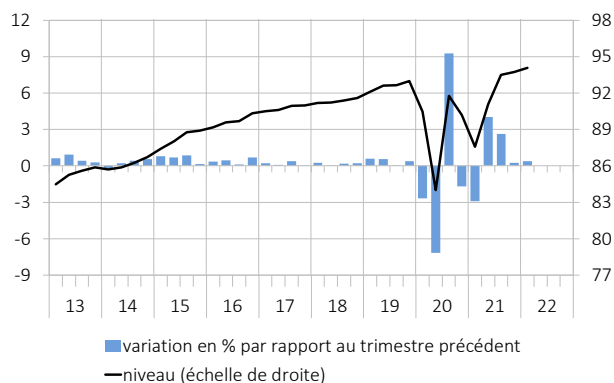
La **consommation privée** a augmenté de 0,4 % au 1^{er} trimestre, après une croissance modérée de 0,3 % au trimestre précédent (graphique 7 et p. 9 s.)².

L'aggravation de la situation pandémique a freiné les dépenses de consommation au cours de la première moitié du trimestre : l'obligation ou la recommandation de travailler à domicile a entraîné une augmentation de la demande de produits alimentaires et de boissons dans le commerce de détail, car la préparation des repas s'est à nouveau faite plus souvent à la maison. Les dépenses de mobilité ont également baissé, freinées par les difficultés de livraison d'automobiles, qui se sont accentuées depuis le début de la guerre en Ukraine.

Les mesures de lutte contre le coronavirus ont toutefois nettement moins limité les possibilités de consommation que lors des premières vagues épidémiques, et elles ont été levées dans une large mesure à partir de la mi-février. En conséquence, les dépenses pour les services de restauration, d'hébergement et de loisirs ont dépassé le niveau du trimestre précédent. En particulier, les dépenses de consommation pour les voyages à l'étranger ont sensiblement augmenté, même si elles sont restées nettement inférieures à leur niveau de l'année précédente.

graphique 7 : Consommation privée

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



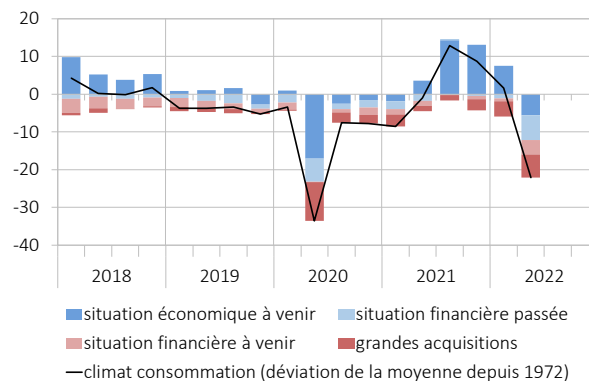
source : SECO

L'incertitude accrue liée à la guerre en Ukraine se reflète dans le moral des consommateurs, qui s'est fortement dégradé récemment. En avril, l'indice du climat de consommation était nettement inférieur à la moyenne à long terme (graphique 8). Pour la première fois depuis plus d'un an, les ménages suisses se sont attendus à une évolution conjoncturelle faible. La situation budgétaire passée et attendue a également été jugée très inférieure à la moyenne, ce qui est probablement dû à la hausse des prix à la consommation, qui freine le pouvoir d'achat des

ménages. Outre l'insécurité accrue, cela devrait freiner la propension à faire des achats importants. D'un autre côté, les consommateurs devraient se réjouir des gains de pouvoir d'achat réalisés récemment : au 1^{er} trimestre, l'évolution des salaires était de 3,9 % supérieure à celle de l'année précédente ; l'indice national des prix à la consommation a augmenté de 2,1 % par rapport à la moyenne du même trimestre de l'année précédente.

graphique 8 : Climat de consommation

valeurs désaisonnalisées, moyenne à partir de 1972 = 0

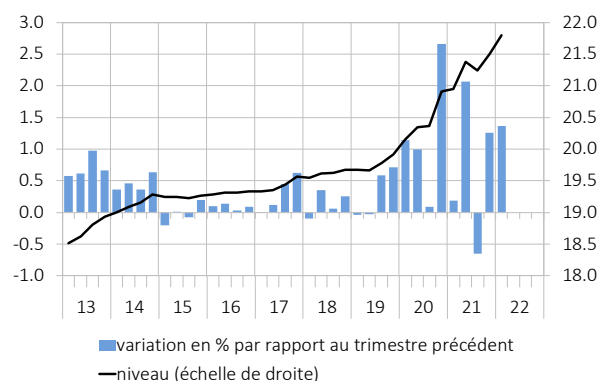


source : SECO

Les **dépenses de consommation des administrations publiques** ont considérablement augmenté au 1^{er} trimestre (+1,4 % ; graphique 9). Comme au trimestre précédent, ce sont notamment les dépenses liées à la pandémie de coronavirus qui ont contribué à cette hausse. Ainsi, suite à la vague Omicron, près de 40 % de tests Covid supplémentaires ont été réalisés au 1^{er} trimestre par rapport au trimestre précédent. Les dépenses en lien avec la guerre en Ukraine ou le mouvement de réfugiés qui l'accompagne devraient avoir un impact important sur la consommation de l'État plus tard dans l'année.

graphique 9 : Consommation de l'État

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



source : SECO

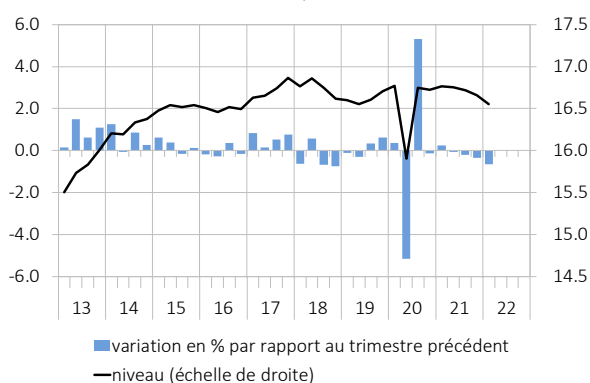
² Y c. la consommation des organisations privées sans but lucratif.

Investissements

Affichant une baisse de 0,7 % au 1^{er} trimestre, les **investissements dans la construction** ont ainsi diminué pour la quatrième fois consécutive (graphique 10). Cette évolution semble s'expliquer notamment par une pénurie croissante de biens intermédiaires. Le renchérissement des biens intermédiaires lié à la pénurie de l'offre s'est traduit une nouvelle fois par une forte hausse des prix de la construction. La pénurie croissante de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur de la construction a également pesé sur la situation.

graphique 10 : Investissements dans la construction

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs

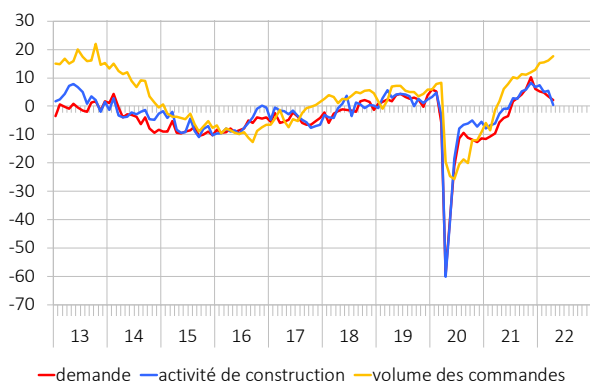


source : SECO

Certes, les carnets de commandes n'ont jamais été aussi bien remplis depuis 2013 (graphique 11), surtout dans le bâtiment et le second œuvre, mais ils stagnent à un faible niveau dans le génie civil. Il est toutefois peu probable que cela entraîne une hausse de la production. Cela tient au fait que les capacités sont fortement utilisées en comparaison historique et qu'elles ne peuvent guère être encore augmentées vu la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Parallèlement, les perspectives se sont quelque peu assombries, tant dans le génie civil que dans le bâtiment. Seul le second œuvre entrevoit une nouvelle expansion de la demande.

graphique 11 : Construction, indicateurs de confiance

soldes désaisonnalisés, demande et activité de construction : attentes pour les 3 prochains mois



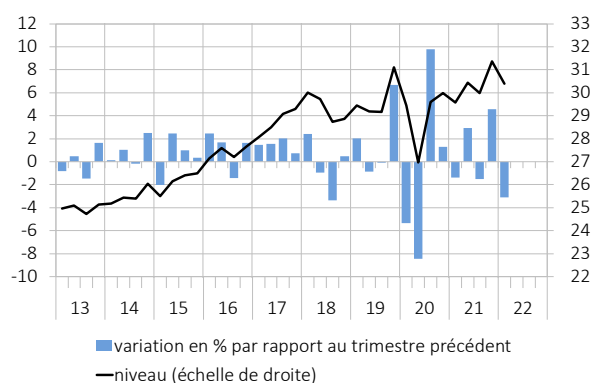
source : KOF

Les facteurs fondamentaux dans le secteur de la construction restent cependant propices : bien que les taux d'intérêt hypothécaires aient légèrement augmenté récemment, les conditions de financement demeurent favorables. De plus, la demande de logements en propriété s'est renforcée pendant la pandémie, ce qui se reflète également dans la hausse des prix des logements en propriété. La situation est différente pour le marché du logement locatif : dans certaines régions, le nombre des logements est considérable, ce qui témoigne d'une offre excédentaire de logements locatifs après la forte activité de construction de ces dernières années. Malgré cela, les loyers proposés, c'est-à-dire ceux des logements faisant l'objet d'une annonce publicitaire, ont augmenté au 1^{er} trimestre pour la première fois depuis 19 trimestres, à partir d'un très bas niveau.

Contrairement à la forte hausse du trimestre précédent, les **investissements en biens d'équipement** ont reculé de 3,1 % au 1^{er} trimestre (graphique 12). Cette baisse n'est toutefois guère imputable à la conjoncture : dans la rubrique Recherche et développement, une compensation s'est opérée après des investissements très élevés au trimestre précédent. C'est également le cas de diverses petites rubriques d'investissement qui avaient été particulièrement touchées par les problèmes d'approvisionnement mondiaux au cours de l'été et par des effets de rattrapage au 4^e trimestre 2021. Les investissements dans les machines et les biens d'équipement électriques ainsi que dans les rubriques Informatique et Services informatiques ont donné des impulsions positives au 1^{er} trimestre.

graphique 12 : Investissements en biens d'équipement

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



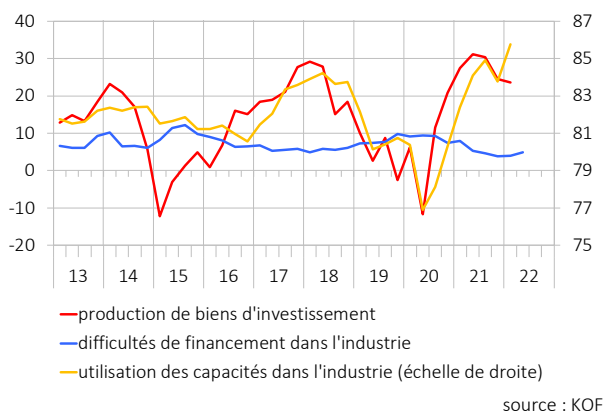
source : SECO

La situation structurelle de l'industrie en Suisse reste favorable en comparaison historique (graphique 13). Certes, les perspectives d'entrées de commandes des producteurs de biens d'investissement se sont quelque peu assombries au 1^{er} trimestre, mais le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie a de nouveau progressé. En effet, les deux indicateurs continuent

de présenter des valeurs supérieures à la moyenne. La part des entreprises ayant des difficultés de financement a connu depuis peu une légère augmentation, mais elle reste à un niveau très bas.

graphique 13 : Indicateurs, industrie

valeurs désaisonnalisées



Commerce extérieur

Dans l'ensemble, le commerce extérieur a apporté une contribution légèrement négative à la croissance du PIB au cours du 1^{er} trimestre 2022 (v. aussi p. 9 s.). Tant le commerce des biens que celui des services ont joué un rôle négatif dans le résultat.

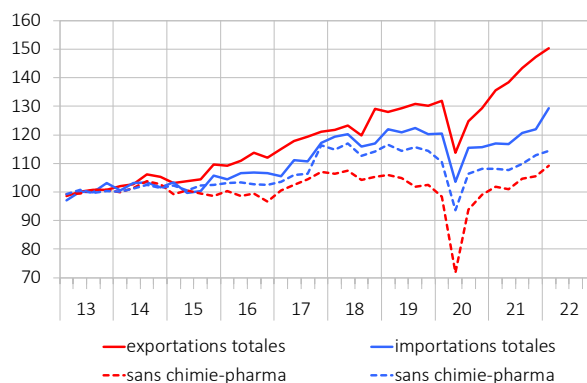
Les **exportations de marchandises**³ (+2,1 %) ont connu une croissance nettement supérieure à la moyenne pour le septième trimestre consécutif et ont ainsi atteint un niveau de près de 16 % supérieur à celui d'avant la crise (graphique 14). La croissance a été plus largement étayée qu'au cours des trimestres précédents. Les exportations de montres, d'instruments de précision, de machines, de métaux et de produits agricoles ont notamment contribué positivement à la croissance. En revanche, les exportations de produits chimiques et pharmaceutiques ont connu une croissance inférieure à la moyenne et, pour la première fois depuis fin 2020, plus faible que celle des autres rubriques dans leur ensemble.

La croissance des exportations de marchandises est en phase avec le développement dynamique du commerce mondial depuis l'automne 2021 et reflète la reprise de l'économie mondiale après la crise du coronavirus. Au 1^{er} trimestre, la croissance des exportations a eu pour cible de nombreux marchés importants tels que les États-Unis, la zone euro, le Japon et la Chine. En revanche, les exportations de marchandises vers l'Ukraine et la Russie ont fortement diminué suite à l'éclatement de la guerre

en Ukraine. Alors que les exportations suisses vers la Russie ne s'élevaient en avril qu'à la moitié de ce qu'elles étaient en février – un mois à peine perturbé par la guerre –, celles vers l'Ukraine ont chuté de plus de trois quarts. Ces deux pays ne représentaient toutefois qu'une part marginale des exportations de marchandises de la Suisse sur la période antérieure (respectivement 1,3 % et 0,2 %).

graphique 14 : Commerce extérieur de marchandises

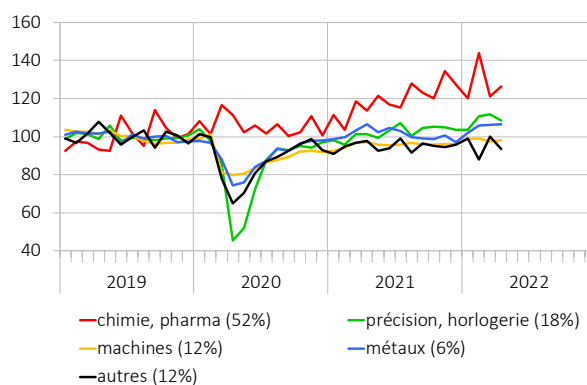
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2013 = 100



Malgré le conflit persistant en Ukraine, les mesures restrictives prises par la Chine par rapport au coronavirus et la grande incertitude qui règne, on ne constate globalement aucun effondrement de la demande étrangère de produits suisses jusqu'en avril (graphique 15).

graphique 15 : Exportations de marchandises, diverses rubriques

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2019 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2021



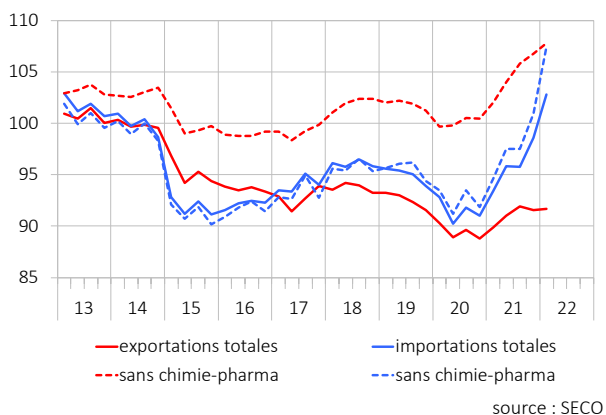
La hausse du déflateur des exportations de marchandises hors chimie-pharma reflète les difficultés d'approvision-

³ Ci-après, sauf indication contraire, sont commentées les exportations et importations de marchandises à l'exclusion des objets de valeur et du commerce de transit. En raison de différences dans les définitions et le mode de déflation, les chiffres présentés ici ne correspondent pas à ceux de l'Administration fédérale des douanes. Dans les graphiques sont utilisées les formes abrégées suivantes : chimie, pharma : produits de l'industrie chimique et pharmaceutique ; machines : machines, appareils et électronique ; instruments de précision, horlogerie et bijouterie.

nement touchant les matières premières et biens intermédiaires ainsi que la forte augmentation de leurs prix (graphique 16). Parallèlement, la baisse des prix à l'exportation des produits pharmaceutiques a entraîné une stagnation du déflateur des exportations totales de marchandises, tout comme au trimestre précédent.

graphique 16 : Déflateurs du commerce de marchandises

valeurs désaisonnalisées et corrigées de la valeur moyenne



Les **importations de marchandises** (+6,1 %) ont également poursuivi la tendance haussière des trimestres précédents et enregistré leur plus forte croissance depuis le 3^e trimestre 2020 (graphique 14). La croissance a été bien étayée, la contribution à la croissance la plus importante étant de loin celle de la rubrique de la chimie-pharma. La contribution négative la plus importante provient de la rubrique des véhicules, particulièrement touchée par des difficultés de livraison depuis plusieurs trimestres. En outre, les prix à l'importation ont continué à augmenter fortement au 1^{er} trimestre (graphique 16). En particulier, les fortes hausses de prix dans les rubriques Énergie et Métaux tirent vers le haut, depuis 2020, le déflateur des importations de marchandises.

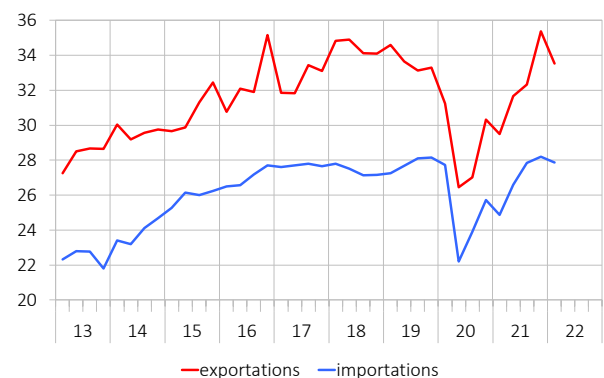
Les **exportations de services** ont baissé de 5,2 % au 1^{er} trimestre 2022, après une nette hausse de 9,4 % au trimestre précédent (graphique 17). Cette volatilité s'explique en grande partie par les exportations de licences et de brevets. Pour le reste, l'évolution a plutôt été modérément positive. Le tourisme a pratiquement stagné. La détérioration de la situation due au coronavirus à la fin de l'année 2021 a interrompu la reprise de l'activité de voyage, les hôtes européens et américains en particulier ont à nouveau un peu moins voyagé en Suisse (graphique 18). Avec l'essoufflement de la vague Omicron, les chiffres les plus récents renouent avec l'évolution positive du deuxième semestre 2021. Parmi les visiteurs asiatiques, ce sont surtout ceux du Proche-Orient qui sont revenus en Suisse depuis la mi-2021. En revanche,

les hôtes d'Asie du Sud-Est, notamment de Chine et du Japon, sont toujours réticents. En mars, contrairement à la tendance positive observée en Europe, on a constaté un net recul des visiteurs en provenance de Russie et d'Ukraine, ce qui est vraisemblablement lié à l'éclatement de la guerre en Ukraine et aux sanctions imposées à la Russie. Avant le début de la pandémie, environ 1 % des nuitées étaient le fait de voyageurs en provenance de ces deux pays.

Les **importations de services** ont légèrement diminué au 1^{er} trimestre 2022 (-1,2 %). Les importations de recherche et développement ont notamment fourni une contribution négative. En revanche, les importations de services de transport, de licences et de brevets ainsi que d'autres services commerciaux ont progressé. Ceux-ci ont poursuivi l'évolution positive des derniers trimestres et ont ainsi dépassé leur niveau d'avant-crise. Dans l'ensemble, les importations de services se situent à peu près au niveau d'avant-crise depuis la mi-2021. Certains secteurs, comme le tourisme, continuent toutefois d'être affectés par des mesures prises à l'étranger.⁴

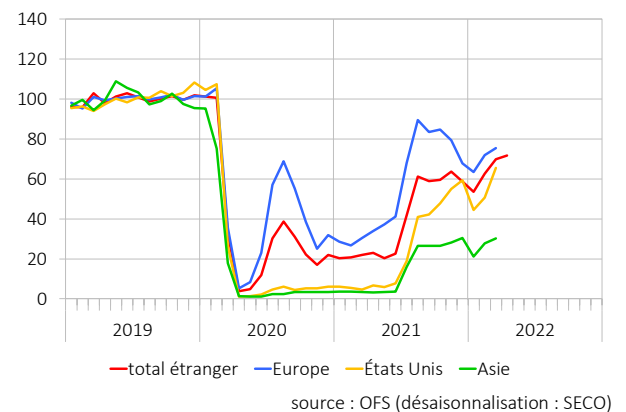
graphique 17 : Commerce extérieur de services

valeurs réelles désaisonnalisées, en milliards de francs



graphique 18 : Nuitées selon l'origine des touristes

valeurs désaisonnalisées, moyenne 2019 = 100



⁴ Depuis le 2 mai 2022, il n'y a plus de restrictions d'entrée liées à la pandémie pour l'entrée en Suisse : <https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/krankheiten/ausbrueche-epidemien-pandemien/aktuelle-ausbrueche-epidemien/novel-cov/empfehlungen-fuer-reisende.html>

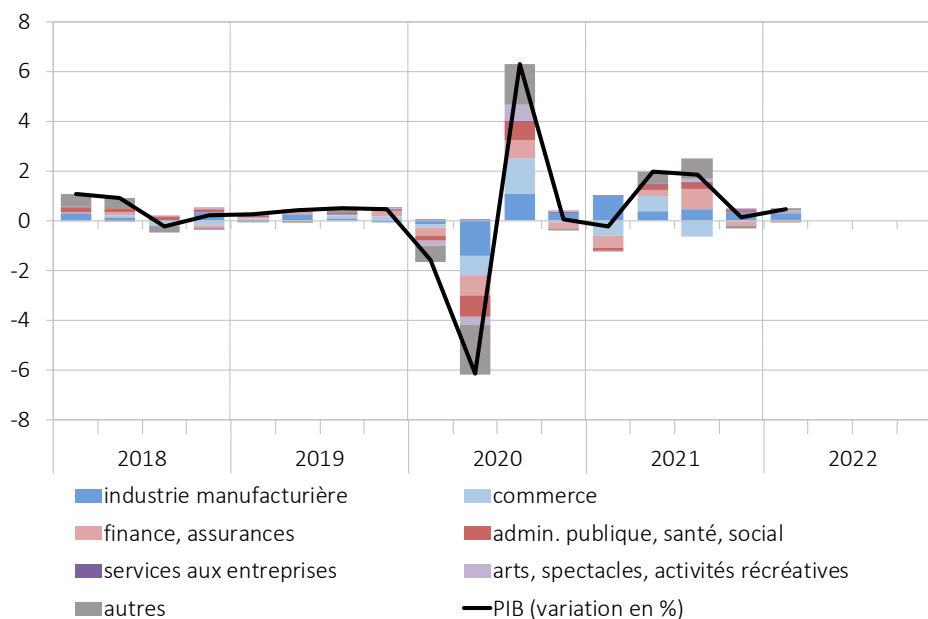
tableau 1 : Produit intérieur brut selon l'approche par la production
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2021:2	2021:3	2021:4	2022:1
Industrie manufacturière	2.0	2.6	1.7	1.7
Construction	0.0	0.0	-0.8	-0.4
Commerce	4.2	-4.1	0.0	-0.1
Hébergement, restauration	38.2	107.2	-3.2	-2.2
Finance, assurances	0.6	0.2	-1.2	0.9
Services aux entreprises	1.1	1.5	0.6	0.0
Administration publique	0.0	0.5	0.1	0.1
Santé, social	0.3	1.6	0.3	0.7
Arts, spectacles, activités récréatives	52.7	24.8	-15.5	9.8
Autres	1.5	3.4	0.2	0.4
Produit intérieur brut	2.0	1.9	0.2	0.5
Produit intérieur brut corrigé des événements sportifs	1.8	1.7	0.3	0.4

source : SECO

graphique 19 : Contributions des secteurs à la croissance du PIB

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent



source : SECO

Industrie manufacturière : Noga 10 à 33 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce, Réparation d'automobiles et de motos, Noga 45 à 47 ; **Hébergement, restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Services aux entreprises** : Activités immobilières, Activités spécialisées, scientifiques et techniques, Activités de services administratifs et de soutien, Noga 68 à 82 ; **Administration publique** : Administration publique et défense, Sécurité sociale obligatoire, Noga 84 ; **Santé, social** : Santé humaine, Action sociale, Noga 86 à 88 ; **Arts, spectacles, activités récréatives** : Arts, spectacles et activités récréatives, Autres activités de service, Noga 90 à 93.

tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'approche par la dépense

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2021:2	2021:3	2021:4	2022:1
Consommation des ménages	4.0	2.6	0.3	0.4
Consommation des administrations publiques	2.1	-0.7	1.3	1.4
Investissements dans la construction	-0.1	-0.2	-0.4	-0.7
Investissements en biens d'équipement	3.0	-1.5	4.6	-3.1
Exportations de biens sans objets de valeur	2.0	5.9	-2.1	1.4
Exportations de biens sans obj. val. et commerce de transit	2.1	3.6	2.7	2.1
Exportations de services	7.3	2.1	9.4	-5.2
Importations de biens sans objets de valeur	-0.2	3.4	1.1	6.1
Importations de services	6.9	4.7	1.3	-1.2
Produit intérieur brut	2.0	1.9	0.2	0.5

source : SECO

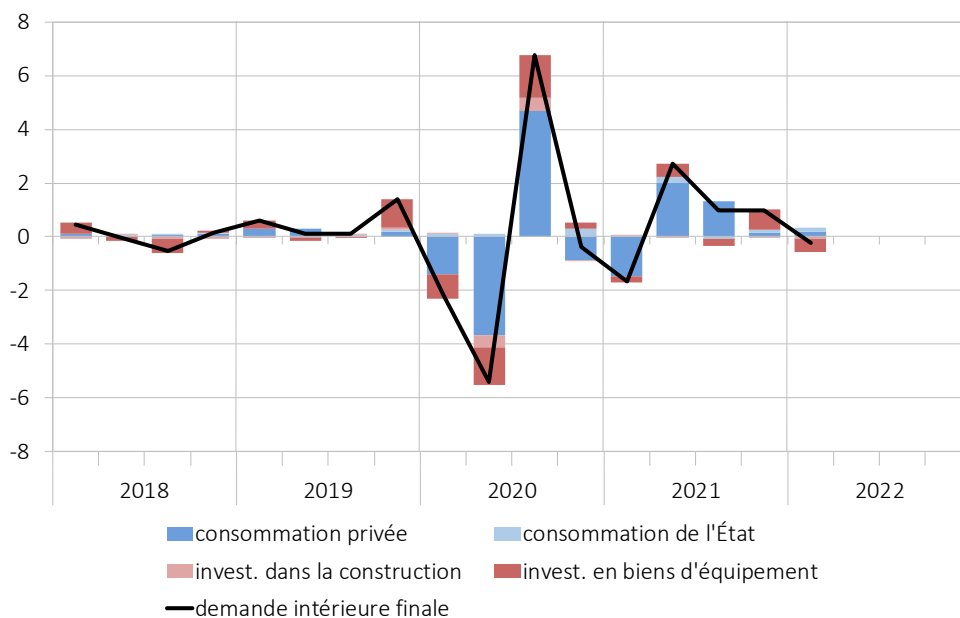
tableau 3 : Contributions à la croissance du PIB

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent

	2021:2	2021:3	2021:4	2022:1
Demande intérieure finale	2.7	1.0	1.0	-0.2
Variation des stocks y compris erreur statistique	-1.7	-0.2	-1.0	2.6
Balance commerciale sans objets de valeur	1.0	1.1	0.3	-1.9

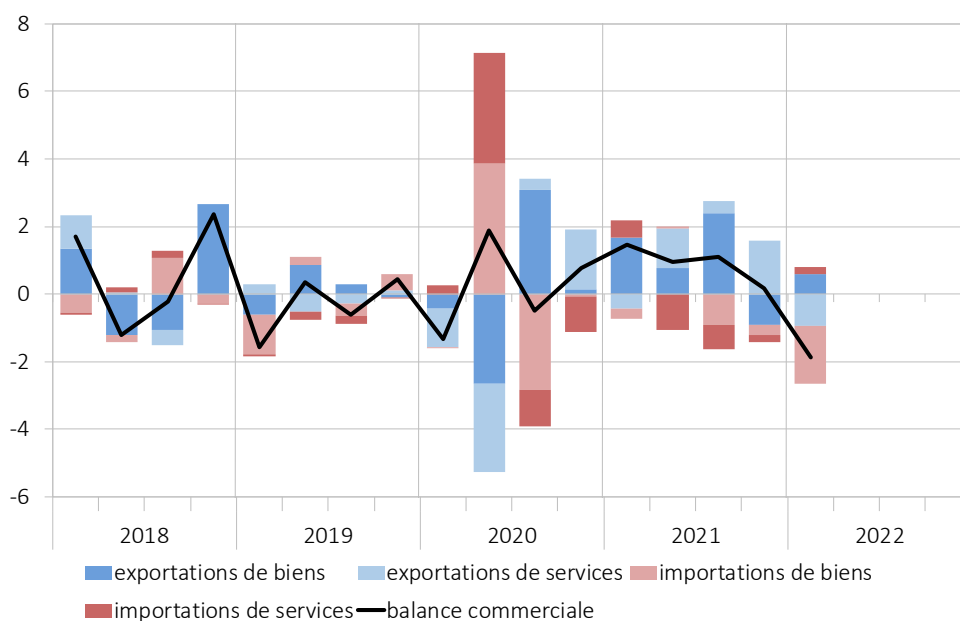
source : SECO

graphique 20 : Composantes de la demande intérieure finale
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport
 au trimestre précédent, valeurs réelles désaisonnalisées



source : SECO

graphique 21 : Composantes de la balance commerciale
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles
 désaisonnalisées, exportations et importations de marchandises sans les objets de valeur



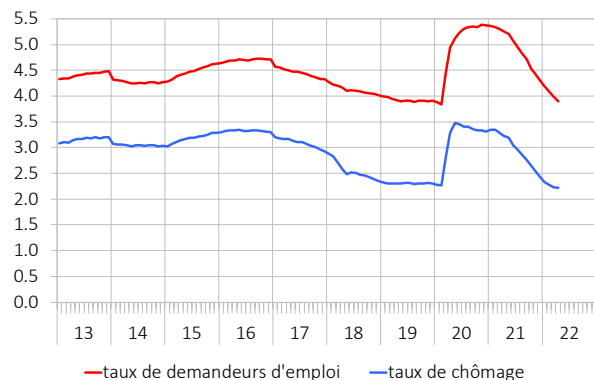
source : SECO

Marché du travail

La crise du coronavirus avait frappé le marché du travail sans crier gare à la mi-mars 2020, comme en témoigne la hausse abrupte des valeurs quotidiennes des effectifs de chômeurs à partir du 17 mars. Un peu plus de deux ans plus tard, le marché du travail s'est en grande partie rétabli. Fin avril 2022, le taux de chômage désaisonnalisé est tombé à 2,2 %, ce qui signifie que le nombre des chômeurs était inférieur de 2 600 personnes au niveau d'avant la crise, à la fin février 2020 (graphique 22).⁵ Le taux désaisonnalisé de demandeurs d'emploi⁶ s'est abaissé à 3,9 %, ce qui représente encore 2 700 demandeurs d'emploi de plus qu'avant la crise. La raison principale du fait que le nombre de demandeurs d'emploi, contrairement au nombre de chômeurs, était encore supérieur au niveau d'avant la crise, était le recours accru au gain intermédiaire (les demandeurs d'emploi en gain intermédiaire sont considérés comme non-chômeurs, de sorte que le recours accru au gain intermédiaire accroît la distance entre demandeurs d'emploi et chômeurs).

graphique 22 : Taux de chômage et de demandeurs d'emploi

valeurs corrigées des variations saisonnières et aléatoires, en % de la population active

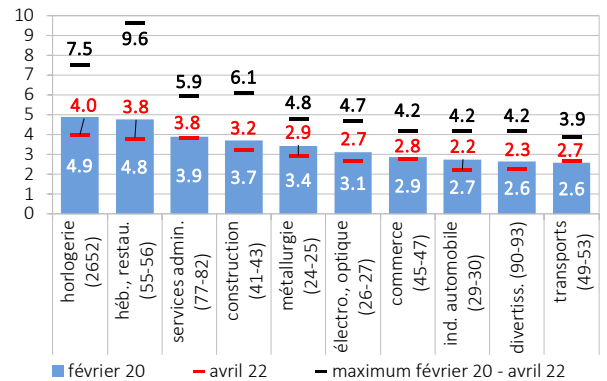


source : SECO

Depuis le début de l'année 2021, le chômage a diminué sur une large échelle (graphique 23 et graphique 24). Dans presque tous les secteurs, l'augmentation du taux de chômage due à la crise du coronavirus a désormais été compensée.

graphique 23 : Taux de chômage, divers secteurs

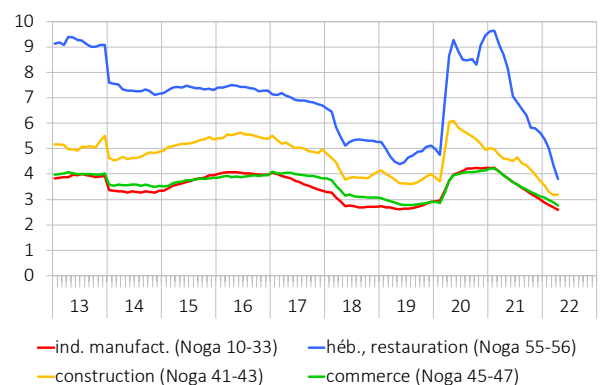
valeurs corrigées des variations saisonnières et aléatoires, en % de la population active ; entre parenthèses : codes Noga des secteurs d'activité économique



source : SECO

graphique 24 : Taux de chômage, divers secteurs

valeurs corrigées des variations saisonnières et aléatoires, en % de la population active



source : SECO

Quant à l'évolution du taux de chômage par classe d'âge ainsi que dans les cantons, les effets négatifs de la pandémie ont également été surmontés dans une large mesure. Alors que, fin avril 2022, le taux de chômage dans les classes d'âge les plus jeunes est déjà passé nettement en dessous du niveau d'avant la crise, il a au moins retrouvé le niveau d'avant la crise avec 2,3 % dans la classe d'âge la plus âgée des personnes de 50 à 64 ans. Dans la grande majorité des cantons, le taux de chômage, fin avril 2022, est déjà retombé en dessous du niveau d'avant la crise.

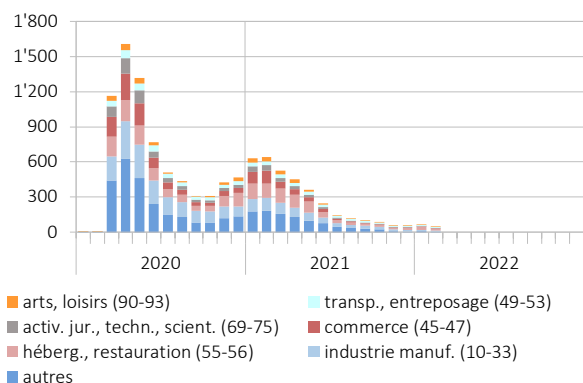
⁵ Les commentaires suivants se rapportent aux chiffres du chômage et des demandeurs d'emploi corrigés des variations saisonnières.

⁶ Les demandeurs d'emploi sont les chômeurs inscrits auprès d'un office régional de placement (ORP) et les demandeurs d'emploi non chômeurs. Ces derniers comprennent les personnes qui occupent toujours un emploi aux termes d'un contrat ayant fait l'objet d'un préavis de résiliation, qui disposent d'un revenu intermédiaire, qui participent à une mesure active du marché du travail (p. ex. un programme d'emploi temporaire ou une formation complémentaire) ou qui, en raison par exemple d'une maladie, ne sont pas immédiatement disponibles.

Le chômage partiel a lui aussi sensiblement diminué depuis le début de 2021, même s'il reste nettement supérieur aux niveaux d'avant la crise. Jusqu'en février 2022, des indemnités de chômage partiel (IRHT) ont été décomptées pour environ 50 000 travailleurs (environ 1 % des salariés, graphique 25). Le chiffre de février sera encore légèrement révisé à la hausse les mois suivants, mais il faut néanmoins s'attendre à une légère baisse de l'utilisation de l'IRHT. Pour avril 2022, environ 11 000 entreprises disposaient d'une autorisation IRHT concernant 127 000 travailleurs (2,5 % des effectifs). Après une hausse minime jusqu'en février, le nombre de préinscriptions à l'IRHT est tombé en mars et avril à son niveau le plus bas depuis le début de la crise. La baisse est toutefois lente, car les permis restent valables pendant six mois, même s'il est probable qu'ils ne seront plus utilisés.

graphique 25 : Chômage partiel comptabilisé depuis 2020

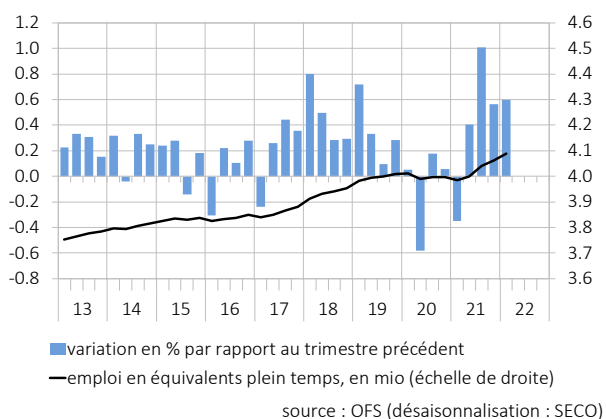
nombre de salariés en milliers, entre parenthèses : codes Noga des secteurs économiques



Au 1^{er} trimestre 2022, l'emploi en équivalent temps plein a connu une nouvelle progression significative de 0,6 % par rapport au trimestre précédent. La hausse désaisonnalisée est de 0,6 % (graphique 26).

graphique 26 : Emplois en équivalents plein temps

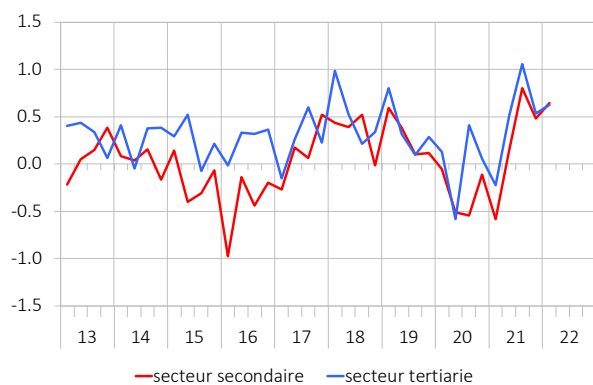
valeurs désaisonnalisées



L'augmentation de l'emploi en équivalents temps plein (graphique 27) a été aussi forte dans le secteur secondaire que dans le tertiaire (0,6 %). Dans le secteur secondaire, l'emploi a notamment augmenté dans la fabrication d'ordinateurs et de montres. La croissance de l'emploi dans le secteur tertiaire a été tirée par une nette reprise de l'activité dans la restauration. Cela est probablement lié à la date de collecte des données sur l'emploi en mars. À cette date, le Conseil fédéral avait notamment supprimé l'obligation de certificat pour la clientèle des restaurants. Néanmoins, le nombre désaisonnalisé de personnes employées dans la restauration reste inférieur au niveau d'avant la crise.

graphique 27 : Équivalents plein temps dans les secteurs secondaire et tertiaire

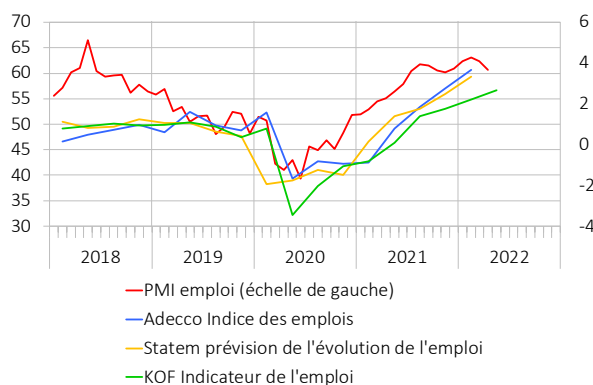
variation en % par rapport au trimestre précédent : valeurs désaisonnalisées



Les indicateurs courants du marché du travail indiquent une nouvelle croissance de l'emploi pour le 2^e trimestre 2022 (graphique 28). Seul le sous-indice désaisonnalisé de l'indice des directeurs d'achat dans l'industrie (PMI) concernant l'emploi a légèrement reculé au cours de la période actuelle. Toutefois, avec 60,7 points en avril 2022, l'indice était toujours nettement supérieur au seuil de croissance de 50 points.

graphique 28 : Perspectives d'emploi

PMI : moyenne trimestrielle, autres indices : standardisés

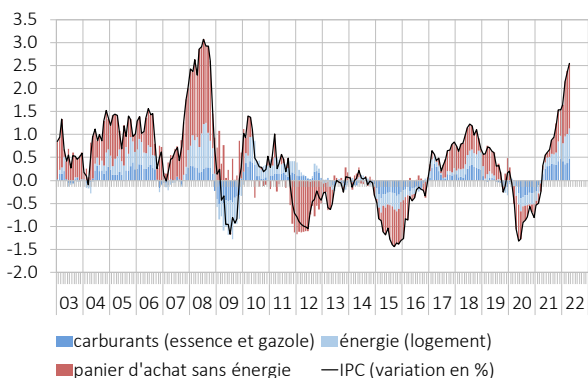


Prix

L'inflation a poursuivi sa récente tendance à la hausse, atteignant 2,5 % en avril. Des valeurs aussi élevées ont été enregistrées pour la dernière fois en 2008 (graphique 29). Mais à la différence de cette époque, près de la moitié de l'inflation actuelle est due à la hausse des prix de l'énergie. Ainsi, les prix des matières premières pour le gaz et le pétrole européens ont connu de fortes hausses avec le début de la guerre en Ukraine fin février. Au niveau des consommateurs, c'est surtout le mazout qui a fortement augmenté par rapport à l'année précédente (+76 %), mais le gaz et les carburants ont aussi nettement renchéri (respectivement +39 % et +26 %). En 2008, seul un tiers environ de la hausse des prix était imputable aux prix de l'énergie. En revanche, les prix des denrées alimentaires contribuaient à l'inflation à hauteur de 0,5 point de pourcentage. Aujourd'hui, cette contribution est nulle.

L'inflation sous-jacente, qui exclut non seulement les prix de l'énergie mais aussi les prix volatils des denrées alimentaires, s'élevait à 1,5 % en avril. En septembre 2008, elle avait atteint un maximum de 1,9 %. En avril, des contributions notables à l'inflation sous-jacente ont été apportées par les automobiles d'occasion et neuves (0,5 point de pourcentage), les loyers (0,3 point de pourcentage), l'équipement ménager (0,2 point de pourcentage, surtout les meubles) et les voyages aériens (0,1 point de pourcentage).

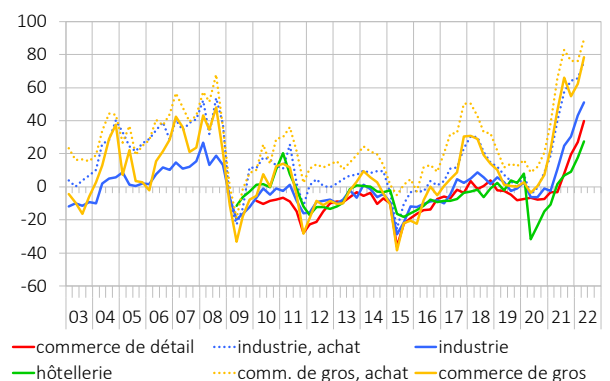
graphique 29 : Inflation et contributions
variation sur un an en points de pourcentage



En comparaison avec l'étranger (zone euro : 7,4 %, États-Unis : 8,3 %, Royaume-Uni : 9,0 %), l'évolution de l'inflation en Suisse reste jusqu'à présent modérée. Cela s'explique d'une part par le poids plus faible de l'énergie dans le panier des consommateurs : avec 5,5 %, il est environ deux fois moins important que dans la zone euro (10,9 %). De plus, les baisses des droits de douane et l'extension des contingents dans le domaine agricole ont contribué à stabiliser les prix des denrées alimentaires et des aliments pour animaux. En Suisse, les prix des produits animaux tels que la viande, le lait, le beurre et les œufs sont donc toujours proches de leur niveau de l'année précédente, alors que dans la zone euro, ils s'envoient depuis février en raison de la hausse des coûts de l'élevage.⁷ Enfin, les tarifs de l'électricité ont déjà été adaptés à la hausse, parfois lourdement, dans les autres pays européens. En Suisse, les tarifs n'augmenteront qu'au début de 2023. En outre, dans d'autres secteurs également, la hausse des coûts de l'énergie et des intrants ne devrait être répercutée sur les clients finals qu'avec un certain retard. Ainsi, la part des entreprises prévoyant des hausses de prix pour les trois prochains mois (graphique 30) a également continué d'augmenter dans le commerce de gros, le commerce de détail et l'industrie, pour atteindre au 2^e trimestre 2022 un niveau supérieur à celui de 2008.

graphique 30 : Prévisions de baisse ou de hausse des prix de vente pour les trois prochains mois

Soldes, désaisonnalisés



⁷ Par exemple, le 15.3.2022, les droits d'importation sur les céréales fourragères ont été réduits (voir <https://www.blw.admin.ch/blw/fr/home/services/meldungen/msg-id-87482.html>).